LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP ÉTÉ 2020

La Réplique

ÉDITION SPÉCIALE COVID-19

Des trucs pour votre santé mentale

EN LOCKOUT DURANT LE CONFINEMENT : UNE HISTOIRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK

DES TRAVAILLEURS DU MONDE ENTIER TOUCHÉS PAR LA COVID-19

En faire plus pour les élèves et leurs parents

Préparer la suite : une conversation avec Angella MacEwen, économiste du SCFP

BUKOLA ABIONA
Infirmière auxiliaire, section locale 8

SCFP | Syndicat canadien de la fonction publique

IL A DIT

« Les efforts acharnés de nos membres sont très appréciés. Cela démontre toute l'importance du personnel de soutien. »

JR Simpson, travailleur en soutien scolaire et membre de la section locale 2268 du SCFP, p. 6

Le SCFP exhorte les gouvernements à repenser les soins de longue durée

La crise dans les établissements de soins de longue durée n'est pas nouvelle. Toutefois, l'éclosion de la COVID-19 a mis en lumière les graves problèmes existants dans ce secteur. Depuis des dizaines d'années, le financement insuffisant, le manque de personnel, les mauvaises conditions de travail et l'accent mis sur les profits plutôt que sur la qualité des soins ont érodé le système canadien des soins de longue durée jusqu'au point de rupture, nous laissant tragiquement mal préparés pour protéger la vie de nos personnes les plus vulnérables.

Le SCFP national a lancé une campagne en mai visant à remédier aux défaillances dans le système de soins de longue durée. Le SCFP exhorte le gouvernement fédéral à montrer la voie en rendant les soins de longue durée accessibles, en assurant leur financement par l'État et en les intégrant aux services de santé universels.

La campagne vise à attirer l'attention sur les problèmes fondamentaux qui affectent les soins de longue durée au Canada et à demander aux gouvernements de repenser ce système défaillant dès maintenant.

Pour appuyer cette campagne, visitez le site **Repenserlessoins.ca**.

La COVID-19 n'arrête pas la formation syndicale

Afin de répondre à la demande constante en matière de formation, le Service de l'éducation syndicale du SCFP travaille fort pour offrir des ateliers aux membres, mais cette fois-ci, avec des outils en ligne.

Le Service de l'éducation syndicale du SCFP en Ontario a relevé le défi en adaptant l'atelier populaire *Introduction au travail de personne déléguée syndicale*. Une première formation en ligne a eu lieu en mai avec la section locale 5441, une nouvelle section locale d'un hôpital de Toronto.

À l'heure actuelle, la formation syndicale en ligne est priorisée pour les délégués syndicaux des nouvelles sections locales ou des sections locales fusionnées du SCFP. Le service fournit également aux sections locales l'occasion de participer à des séances de planification stratégique en ligne. Les membres du SCFP peuvent également s'inscrire à des webinaires sur la santé et sécurité, en se rendant sur **scfp.ca**.

LA PUBLICATION NATIONALE DU SCFP ÉTÉ 2020

La Réplique

SSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : comm@scfp.ca

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retournez les envois canadiens non distribués à :
SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, Ont. K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à scfp.ca ou communiquez avec nous à lareplique@scfp.ca

Rédactrice en chef
Rosane Doré Lefebvre

Directrice des communications
Karine Fortin

Graphiste Jocelyn Renaud

Adjointes à la rédaction
Manon Lajoie • Céline Carré •

Collaborateurs Lou Arab • Troy Winters • Pierre Ducasse • Daniel Gawthrop • Monique Ménard-Kilrane • Simon Ouellette • JR Simpson • Phillipe Gagnon

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL DU SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président national Mark Hancock

Secrétaire-trésorier national
Charles Fleury

Vice-présidences générales
Sherry Hillier • Denis Bolduc • Fred Hahn • Judy Henley • Paul Faoro

Vice-présidences régionales
Ernest Green / Terre-Neuve-et-Labrador • Nan McFadgen / Nouvelle-Écosse • Brien Watson / Nouveau-Brunswick • Leonard Gallant / Île-du-Prince-Édouard • Benoît Bouchard, Patrick Gloutney / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Bryan Keith / Nord de l'Ontario • Gord Delbridge / Manitoba • Kent Peterson / Saskatchewan • Rory Gill / Alberta • Trevor Davies, Barb Nederpel / Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Yolanda McClean • Debra Merrier

Imprimée par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.

PROFIL BUKOLA ABIONA

Soigner par vocation

Si vous ou un de vos êtres chers vivez dans un foyer de retraite ou un établissement de soins de longue durée, Bukola Abiona est le genre d'employée que vous souhaitez avoir à vos côtés.

Bukola Abiona, une Nigériane d'origine qui a émigré au Canada en 2008, est une infirmière auxiliaire autorisée (IAA) à l'emploi d'Intercare South à Calgary, un foyer de soins de longue durée. Elle prend chaque aspect de son travail très au sérieux – pas seulement les aspects médicaux. Elle a en effet pour objectif de traiter les résidents avec amour.

« C'est donnant-donnant. On récolte ce que l'on sème. Je chante avec eux, je danse avec eux, je leur achète des choses. Je les traite comme j'aimerais qu'on traite mes parents », a-t-elle confié.

D'abord formée comme ingénieure chimiste, Bukola Abiona s'est tournée vers les soins infirmiers puisqu'elle n'a pas pu satisfaire aux exigences canadiennes pour exercer sa première profession. Elle a entrepris ses études pour devenir IAA tout en travaillant comme aide-soignante et en élevant ses trois enfants.

Au départ, Bukola Abiona prévoyait poursuivre ses études pour devenir infirmière autorisée, mais la vie en a décidé autrement, car elle a notamment commencé à s'impliquer au sein du SCFP. Peu après la syndicalisation de son nouveau lieu de travail, la vice-présidence de la section locale 8 du SCFP était à combler. Lors d'une réunion à laquelle elle n'a pas pu assister, les membres ont proposé sa candidature. La présidente de la section locale, Colette Singh, lui a ensuite téléphoné et son implication syndicale a commencé.

« J'ai dit à Colette que j'étais désolée parce que j'ignorais tout du monde syndical. Mais je ne voulais pas décevoir les membres, puisqu'ils m'avaient nommée parce qu'ils me font confiance. Colette m'a dit de ne pas avoir peur, puisque je recevrais une formation », a-t-elle raconté.

La pandémie de COVID-19 a durement touché la Ville de Calgary. Les foyers de soins de longue durée et les usines de transformation de viande ont été particulièrement touchés. Dans le lieu de travail de Bukola Abiona, ces deux réalités se sont conjuguées lorsque certaines collègues mariées à des employés des usines de viande ont contracté le virus.

Avant la pandémie, les foyers de soins de longue durée manquaient déjà cruellement de personnel en raison du sous-financement et de la faiblesse des salaires. L'absence de ces collègues infectées et les préoccupations sanitaires des employés restants ont alourdi la charge de travail.

« Ça fait plusieurs jours que nous travaillons des quarts de douze heures. Nous sommes censés travailler sept heures par jour », a souligné Bukola Abiona.

« C'est très difficile, mais je félicite tous les membres qui continuent de venir travailler et qui collaborent

pour assurer la sécurité des résidents et du personnel », a-t-elle ajouté.

Bukola Abiona a-t-elle peur de tomber malade?

« Je ne veux pas être malade. Je me lave souvent les mains et quand j'arrive à la maison, je change mes vêtements dans le garage. J'ai un panier à linge où je mets tous mes vêtements avant d'entrer dans la maison. En entrant, je vais directement prendre ma douche. Je ne parle ni ne touche à personne avant d'avoir fini de prendre soin de moi », a-t-elle conclu.

Lou Arab

PRÉSIDENT NATIONAL MARK HANCOCK

Nous nous battrons pour une reprise progressiste et juste

L'urgence sanitaire des derniers mois a fait comprendre aux Canadiens l'importance de pouvoir compter au quotidien sur des services publics efficaces. Alors que le processus de reconstruction s'amorce, nous allons d'ailleurs nous assurer que personne ne l'oublie.

Chaque crise crée des opportunités. Dans les mois à venir, nous aurons l'occasion d'améliorer nos emplois, notre économie et notre société. C'est notre chance de créer un monde meilleur pour tous.

Plus spécifiquement, la pandémie a mis en lumière le caractère essentiel de notre système de santé, ainsi que l'état déplorable dans lequel l'ont laissé les gouvernements obsédés par l'austérité. Par conséquent, il faut repenser la façon dont nous prenons soin les uns des autres.

Pour commencer, il faut assujettir les soins de longue durée, au cœur de cette pandémie, à la *Loi canadienne sur la santé*. Ces soins bénéficieraient ainsi d'un financement stable et seraient encadrés par des normes nationales. Nos personnes âgées et ceux qui s'en occupent pourraient vivre dans la dignité. Pour y arriver, il faut évacuer la notion de profit du secteur et transformer les établissements privés en établissements publics.

De plus, il faut augmenter considérablement le financement des soins de santé, repenser ses modes de financement et instaurer un programme national de garderies pour venir en aide aux familles.

La pandémie a également révélé que trop souvent les mesures de soutien aux travailleurs, de la santé-sécurité au travail jusqu'à l'assurance-emploi, ne répondent pas aux besoins. Alors que la reprise s'amorce, nous nous battrons pour améliorer ces mesures et assurer l'application des lois régissant le travail et l'emploi. Nous exigerons aussi un meilleur soutien du revenu pour les gens qui ne peuvent pas travailler.

Évidemment, nos opposants voient aussi des opportunités dans cette crise. Ils cherchent déjà des moyens d'affaiblir et de privatiser davantage les services publics. Or, la réussite de la reprise économique passera par l'investissement dans les infrastructures et les services publics. Chaque dollar investi dans la relance doit servir à la reconstruction des communautés, à l'élimination des inégalités et à la lutte aux changements climatiques. Cet argent ne doit pas servir à garnir les coffres des entreprises. C'est pourquoi nous nous opposerons aux partenariats public-privé et aux ententes en matière d'infrastructures favorisant les profits que préconise la Banque de l'infrastructure du Canada.

Nos gouvernements prendront des décisions importantes dans les mois à venir. En tant que plus grand syndicat du Canada, nous avons un rôle majeur à jouer pour qu'ils fassent les bons choix. Une chose est certaine : nous ne pouvons pas simplement revenir au statu quo. Nous méritons mieux. Ma vision de la reprise met les gens, les services publics et nos communautés au premier plan. Et la vôtre ?

MARK HANCOCK EN LIGNE twitter.com/MarkHancockCUPE

RENFORCER SA RÉSILIENCE MENTALE PENDANT LA PANDÉMIE

La pandémie de COVID-19 a tout bouleversé dans nos vies. L'incertitude autour du coronavirus et de ses répercussions sociales, économiques et culturelles est stressante pour tout le monde, c'est indéniable.

Le changement, même lorsqu'il est prévisible, peut engendrer un stress important, notre corps réagissant à des pressions nouvelles et inhabituelles. Et, au cours de cette pandémie, on nous a imposé plusieurs changements à toute vitesse.

Ces changements peuvent prendre plusieurs formes : licenciements (réels ou potentiels), travail à domicile, restrictions des interactions sociales et physiques, présence continue des enfants à la maison et fermeture de nombreux magasins et entreprises. Et c'est sans parler du fait d'être soi-même malade ou de prendre soin de proches malades.

Le stress est une réaction, à la fois physique et psychologique, à des événements ou des dangers qui nous interpellent ou nous menacent. Nos réactions au stress incluent des aspects biologiques, environnementaux et psychologiques qui, tout en étant distincts, se chevauchent. Les réponses au stress sont toutefois utiles, car elles constituent un puissant mécanisme de protection qui nous aide à faire face aux changements soudains, aux dangers ou aux demandes immédiates. Ce sont les « facteurs de stress ». Le problème survient lorsque ces facteurs ne disparaissent pas.

Dans des circonstances normales, le stress se vit en trois phases : il vient, nous le gérons, il part. La première réaction se produit rapidement sous forme de réponse instinctive immédiate au facteur ou aux facteurs de stress. Normalement, lorsque la situation se termine, le stress prend fin. Cependant, lorsque la situation à l'origine du stress ne disparaît pas, la personne peut se retrouver coincée dans la deuxième phase (la gestion du stress) pendant laquelle le corps réagit continuellement. Beaucoup de gens sont dans cet état en ce moment.

Renforcer sa résilience

On appelle résilience la quantité de stress qu'une personne peut absorber. C'est comme une batterie qu'il faut recharger pour être en bonne santé. Chaque fois qu'un événement stressant se produit, celui-ci épuise la batterie et nous rend moins capables de faire face au stress suivant (ou en cours).

Pour le SCFP, les gens ne doivent pas renforcer leur résilience mentale afin de pouvoir en encaisser plus au travail. Mais le renforcement de la résilience mentale personnelle est important pour faire face au stress de la vie, que ce soit dans le meilleur des mondes ou en période de pandémie.

Se connaître et connaître sa résilience

Pendant ces périodes, nous devons faire le point sur notre propre santé mentale et tenter d'accroître notre résilience, du mieux que nous pouvons. Commencez par remarquer les facteurs qui vous affectent. En comprenant vos forces et vos faiblesses, vous serez mieux en mesure d'agir, ce qui augmente votre résilience ou, du moins, ne vide pas votre « batterie ».

Il est important de comprendre les domaines dans lesquels vous êtes fort et ceux que vous pourriez améliorer. Cela vous permettra d'acquérir de nouvelles compétences pour relever les défis du quotidien. Et cela peut aider à renforcer votre santé mentale globale en réduisant le stress.

Accroître sa résilience

Si nous considérons la résilience comme une batterie, nous pouvons également imaginer des moyens de prolonger sa « durée de vie » en augmentant sa charge ou en diminuant la consommation d'énergie. Autrement dit, on peut soit se rendre plus fort ou réduire l'impact des surprises de la vie.

La constitution et le maintien de réserves d'énergie commencent par la prise de conscience de ce qui emmagasine et de ce qui dépense notre énergie. Le carburant qui recharge notre niveau de résilience provient de nos bonnes habitudes de santé physique (exercice, alimentation, repos) et mentale (comme les capacités d'adaptation), de notre réseau de soutien familial et social, ainsi que de l'équilibre travail-famille qui permet de faire les choses que nous aimons.

On peut trouver difficile d'appliquer ces conseils pendant le confinement ou avec le retour au travail, mais il est possible de s'y mettre tout de suite, même chez soi.

NEUF BONNES HABITUDES À ADOPTER POUR ACCROÎTRE SA RÉSILIENCE MENTALE

L'auto-surveillance

Évaluez votre état. Certaines personnes trouvent utile de tenir un journal de leurs facteurs de stress. Nommez les émotions que vous ressentez et identifiez les situations qui vous les font ressentir. Plutôt que de réagir de manière indécise ou instinctive, passez en revue les causes des émotions négatives et déterminez la meilleure voie à suivre pour surmonter le facteur de stress.

L'acceptation

Beaucoup de choses ont changé en très peu de temps. Nous n'avons eu pratiquement aucun contrôle sur la façon dont ces changements se sont produits, et nous sommes tous dans le même bateau. Il est donc inutile de ruminer ces changements ou de nourrir de la rancune à leur égard. Ce qui peut aider, c'est de modifier nos pratiques pour tirer le meilleur parti de la situation. Vous n'êtes pas responsable de la situation actuelle, mais vous pouvez contrôler votre réaction à celle-ci.

L'horaire

Beaucoup de gens ont dû abandonner leur horaire habituel en raison de la COVID-19. Et bon nombre d'entre eux ont du mal à s'adapter. Établissez ce que vous devez faire chaque jour ou chaque semaine, puis planifiez la façon dont vous accomplirez ces tâches. Divisez les tâches plus imposantes en sous-tâches. Si vous avez trop de choses à faire, faites une liste des choses essentielles pour les séparer de celles que vous aimeriez faire. Dans la liste des choses essentielles, n'oubliez pas d'inclure du temps pour votre santé mentale.

Distance physique, oui; distance sociale, non

La meilleure pratique pour éviter la COVID-19 est de maintenir une distance de deux mètres avec toute personne qui ne vit pas sous le même toit que vous. Cela ne veut pas dire de couper les liens avec les autres. Si vous travaillez à la maison, communiquez avec vos collègues par vidéo ou téléphone pour parler des tâches sur lesquelles vous travaillez. Planifiez des pauses-café en groupe comme vous le feriez au travail. Appelez des parents ou des amis dont vous n'avez pas de nouvelles, surtout s'ils sont plus âgés et qu'ils ne peuvent pas quitter la maison.

L'optimisme

Cela peut sembler simpliste, mais les personnes qui gardent une vision optimiste du monde ont un niveau de résilience plus élevé. L'optimisme peut réduire la dépression et l'anxiété. Il peut aider à surmonter les pensées et les images intrusives qui peuvent vous entrainer encore plus loin dans une spirale négative et qui, par conséquent, réduisent la résilience.

L'élimination des facteurs de stress toxiques

Ne laissez pas les influences négatives affecter constamment vos pensées. Commencez par limiter la quantité de nouvelles (surtout en ligne ou dans les réseaux sociaux) que vous consommez sur la COVID-19. Il est important de savoir ce qui se passe, mais suivre l'actualité minute par minute peut être nocif.

La santé physique

La santé mentale et la santé physique sont étroitement liées. Une bonne alimentation, l'exercice et le sommeil peuvent ne pas suffire à restaurer votre résilience à eux seuls, mais ils vous aideront. Même si votre vie est régie par plus de restrictions, vous pouvez vous étirer et bouger.

Une bonne action sociale

De nombreux organismes communautaires ont besoin d'aide. Vérifiez si votre section locale du SCFP organise des initiatives de sensibilisation ou s'implique dans des efforts d'aide dans votre communauté. Donner de votre temps ou de votre argent peut être un excellent moyen de participer à une action collective plus large. C'est bon pour les autres et c'est bon pour vous. En effet, selon une recherche, l'implication communautaire est bénéfique à la santé mentale.

Donnez-vous le temps de changer

Tout comme avec une nouvelle routine d'entraînement, il faut être patient avant d'observer un changement. Peut-être ne ressentirez-vous pas immédiatement que votre résilience augmente. Commencez par identifier une ou deux des bonnes habitudes ci-dessus qui seraient relativement faciles à mettre en œuvre ou qui vous procureraient le plus grand bienfait, puis essayez de les appliquer tous les jours. Une fois que vous ressentez un changement bénéfique, ajoutez-en une autre.

N'oubliez pas de noter l'évolution de votre état afin de pouvoir réfléchir au chemin parcouru. En suivant l'évolution de votre niveau de résilience, vous pourrez déterminer ce qui ajoute de la puissance à votre « batterie » et ce qui la vide.

■ **Troy Winters**

Si vous êtes en crise

Si vous êtes « en crise » ou que vous sentez cette crise approcher, demandez de l'aide. Le stress qu'entraînent la COVID-19 et tous ses bouleversements peut s'avérer trop intense pour beaucoup de gens, notamment pour ceux qui ont déjà des problèmes de santé mentale. En cas de crise, il faut concentrer ses énergies à aller mieux. Ce n'est pas le moment de travailler sur votre résilience. N'oubliez pas : vous n'êtes pas seul. Visitez le cmha.ca (**cmha.ca/fr/trouvez-votre-acsm-locale**) pour prendre connaissance des ressources d'aide disponibles dans votre province. Si votre lieu de travail a un programme d'aide aux employés, utilisez-le.

Faire la différence à distance

Un témoignage de JR Simpson, travailleur du secteur du soutien scolaire à Saskatoon

Les travailleurs de soutien de la division scolaire catholique du Grand Saskatoon ont toujours été là pour les élèves et leurs parents. Lorsque la pandémie de COVID-19 a provoqué la fermeture de nos écoles, nous sommes devenus une bouée de sauvetage essentielle.

La sécurité est la chose la plus importante pour tout le monde. La division scolaire a établi des lignes directrices afin que nous puissions rester connectés tout en assurant la sécurité de nos membres, des élèves et de leurs parents : distanciation physique, nettoyage supplémentaire dans les écoles, utilisation appropriée des masques, des gants et du désinfectant pour les mains.

Les travailleurs de soutien membres de la section locale 2268 du SCFP se mobilisent de plusieurs façons et travaillent de concert avec les enseignants pour que les élèves puissent poursuivre leur apprentissage. Il faut d'abord voir à ce que les élèves disposent de la technologie dont ils ont besoin pour se connecter. Nos coordonnateurs des bureaux sont en contact quotidien avec les élèves et les parents pour s'assurer que les enfants qui ont besoin d'un ordinateur portable ou d'un iPad en obtiennent un. En outre, ils relaient les informations dont les élèves ont besoin pour poursuivre leurs études.

Donna Tress, membre de la section locale 2268, transportant des vivres pour les étudiants et leurs familles.

Les aides-éducateurs membres du SCFP se rendent dans les écoles pour préparer du matériel pédagogique. Ils assurent l'aide aux devoirs par FaceTime ou d'autres outils de communication électronique. Ils offrent aussi un soutien quotidien aux élèves nouvellement arrivés au Canada et qui apprennent l'anglais, ainsi qu'à ceux ayant des besoins particuliers, comme les enfants autistes. De leur côté, les concierges, membres de la section locale 3730 du SCFP, redoublent d'ardeur pour garder les bâtiments scolaires propres.

Nos étudiants ont l'habitude de nous voir tous les jours. Ils sont vraiment ravis de nous voir quand nous allons en ligne. De plus, les aides-éducateurs ont commencé à rendre visite aux élèves à la maison de façon sécuritaire. Ils visitent surtout ceux ayant des besoins particuliers. La distanciation physique est toujours respectée. Se voir en personne pour des choses aussi simples que faire une promenade, ça fait une grande différence.

Les membres de la section locale 2268 viennent aussi en aide aux élèves qui déjeunaient et dînaient à l'école avant la fermeture. Les employés de cafétéria et d'autres travailleurs de soutien emballent et distribuent des paniers de nourriture, en suivant les protocoles pour assurer la sécurité à chaque étape. Les aides-éducateurs déposent ces paniers sur le pas de la porte, puis appellent la famille pour les aviser de l'arrivée de la nourriture. Ce soutien nutritionnel quotidien aide vraiment les élèves et leurs parents.

Les efforts acharnés de nos membres sont très appréciés. Cela démontre toute l'importance du personnel de soutien et de ce qu'il fait. Nous faisons tant de choses qui peuvent passer inaperçues. Or, les enfants ont besoin de cette aide supplémentaire.

JR Simpson est travailleur en soutien scolaire et membre de la section locale 2268 du SCFP. Il travaille auprès d'élèves ayant des besoins particuliers. Il est aussi concierge et membre de la section locale 3730. Il est délégué syndical de la section locale 2268 et syndic de la section locale 3730.

Rencontrer les membres et leur dire merci en période de pandémie

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, les Canadiens ont trouvé un certain nombre de façons de remercier les travailleurs de la santé et les autres travailleurs essentiels qui font le maximum pour aider les autres pendant la crise. Ces initiatives ont pris plusieurs formes : des applaudissements tous les soirs à 19 heures, des chambres d'hôtel gratuites ou des rabais sur les repas à emporter.

En Colombie-Britannique, le SCFP s'est associé à l'entreprise de cosmétiques faits main LUSH pour donner à ses membres des bombes de bain parfumées en guise de remerciements. Pendant deux semaines en avril, des employés du SCFP se sont joints à des militants du secteur pour distribuer plus de 1000 paquets emballés individuellement aux membres des sections locales du domaine de la santé communautaire du Lower Mainland et de l'île de Vancouver.

Les équipes du SCFP ont visité 13 lieux de travail à Vancouver, Richmond, Burnaby, New Westminster et Vancouver-Nord. Dans le respect des consignes de distanciation physique, les membres se sont présentés à tour de rôle dans une tente extérieure pour recevoir leurs produits LUSH, une lettre de remerciement et un assortiment de produits syndicaux.

« Les membres ont apprécié ces remerciements pendant la pandémie », a raconté Mia Nickel de la section locale 15 du SCFP.

Mia Nickel de la section locale 15 du SCFP distribuant des produits LUSH et d'autres cadeaux du SCFP à une membre.

« En plus de profiter du savon et de quelques cadeaux du SCFP, ils ont eu l'occasion d'en apprendre plus sur leur syndicat tout en prenant une bouffée d'air frais. Les membres ont discuté de la situation dans leur lieu de travail. Ils ont fourni leur adresse courriel personnelle, ce qui nous permettra de rester en contact avec eux. Et ils ont posé des questions auxquelles nous nous sommes efforcés de répondre. Je pense qu'ils sont repartis en sachant que leur syndicat est là pour eux », a ajouté Mia Nickel.

■ **Daniel Gawthrop**

Les travailleurs d'un site d'enfouissement du N.-B. en lock-out à cause d'un différend sur les congés de maladie

Des membres de la section locale 4193 du SCFP en lock-out.

Alors que la plupart des négociations collectives sont au ralenti à travers le pays en raison de la COVID-19, un employeur du Nouveau-Brunswick a décidé de maintenir son personnel en lock-out : la Commission de services régionaux Chaleur (CSRC).

« Depuis le 13 février, la CSRC maintient en lock-out les 23 membres de notre section locale qui travaillent au site d'enfouissement Red Pine à Allardville, à cause d'un différend sur les congés de maladie », a déploré Serge Plourde, le président de la section locale 4193 du SCFP, qui représente ces travailleurs.

« Ce n'est pas l'argent, mais plutôt le contrôle que l'employeur veut exercer sur les travailleurs, qui est au cœur de l'affaire », a-t-il ajouté.

La convention collective prévoit qu'un employé doit présenter un billet du médecin si son congé de maladie dure plus de trois jours. La direction exige maintenant que la convention soit modifiée pour obliger les employés à présenter un billet du médecin dès le premier jour de congé de maladie. Lorsque l'équipe de négociation syndicale a refusé cette concession, la direction a quitté la table et a émis un avis de lock-out.

Accès insuffisant aux soins de santé

La crise de la COVID-19 montre à quel point il est dangereux pour les employés de se faire refuser un congé de maladie par leur employeur. Dans certains lieux de travail, des employés malades qui ont été obligés de travailler ont contaminé leurs collègues, mettant ainsi en danger la santé de plusieurs personnes dans leur communauté.

Au Nouveau-Brunswick, comme dans plusieurs autres endroits au pays, l'accès à un médecin est limité. Avant la crise actuelle, Allardville et d'autres communautés rurales souffraient déjà d'un manque chronique de médecins.

La Société médicale du Nouveau-Brunswick reconnaît que le ratio médecin/patients de la province est le pire au pays. En effet, la moitié des médecins de famille de la province prennent soin de plus de 1800 patients, alors que la moyenne canadienne est de 1400 patients.

« L'employeur veut nous forcer à choisir entre perdre notre emploi ou nous rendre au travail malade pour subvenir aux besoins de nos familles. Je pense que la COVID-19 a montré à tout le monde l'importance de la santé et de la sécurité au travail. L'attitude de l'employeur n'a pas de bon sens », a souligné Serge Plourde.

Solidarité locale et élections municipales

Heureusement, les membres de la section locale 4193 ne sont pas laissés à eux-mêmes en cette période difficile. « Le SCFP national, le SCFP Nouveau-Brunswick, d'autres sections locales du SCFP, des résidents du coin et d'autres personnes nous ont apporté leur aide. Le soutien populaire local nous aide à garder le moral, mais cela fera une différence lors des prochaines élections municipales », a noté Serge Plourde.

Et comme le conseil d'administration de la CSRC est composé de différents maires de la région, les membres du SCFP ont très hâte aux prochaines élections municipales! « Il faut que les travailleurs se mobilisent lors des élections, pour montrer qu'on ne peut pas traiter les gens comme ça sans payer un prix politique », a conclu Serge Plourde.

La section locale 4193 du SCFP est la seule au Canada à être en lock-out.

■ **Simon Ouellette**

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

Le SCFP continue de vous appuyer en cette période de crise

Chers membres, cette pandémie souligne toute l'importance du travail que vous faites en première ligne, partout au pays. Vous prenez soin des malades et des personnes vulnérables, vous faites fonctionner nos systèmes de transport et vous veillez à ce que nos services publics continuent d'aider les gens dans nos communautés. Vous fournissez des services cruciaux et je vous remercie pour votre dévouement. Sachez que le SCFP continuera de vous appuyer en cette période difficile.

À titre de secrétaire-trésorier national, mon principal rôle dans cette crise est de voir à ce que le SCFP national dispose des ressources nécessaires pour continuer à offrir les services dont vous avez besoin. Heureusement, les finances du SCFP sont solides. Nous avons donc les ressources nécessaires pour appuyer vos campagnes. Et nous sommes en mesure de garder nos employés sur la liste de paye pour vous offrir à distance toute une gamme de services.

Les effets économiques de cette crise se feront sentir longtemps. Le SCFP national sera prêt à affronter cette situation, mais nous devrons être très prudents avec nos dépenses au cours des prochains mois. Nous ajustons donc notre budget national afin de faire des économies, principalement dans nos coûts d'exploitation. Les règles de distanciation physique et le report de tous les événements du SCFP qui nécessitent des regroupements, y compris ceux de formation et d'éducation, ont aussi pour effet de réduire nos frais de déplacement et de réunion à court et à moyen terme.

En terminant, je tiens à vous rassurer : les économies réalisées n'auront aucun effet sur le niveau des services offerts aux membres. Courage mes amis et restez en santé. Nous sortirons de cette épreuve plus forts et plus unis que jamais.

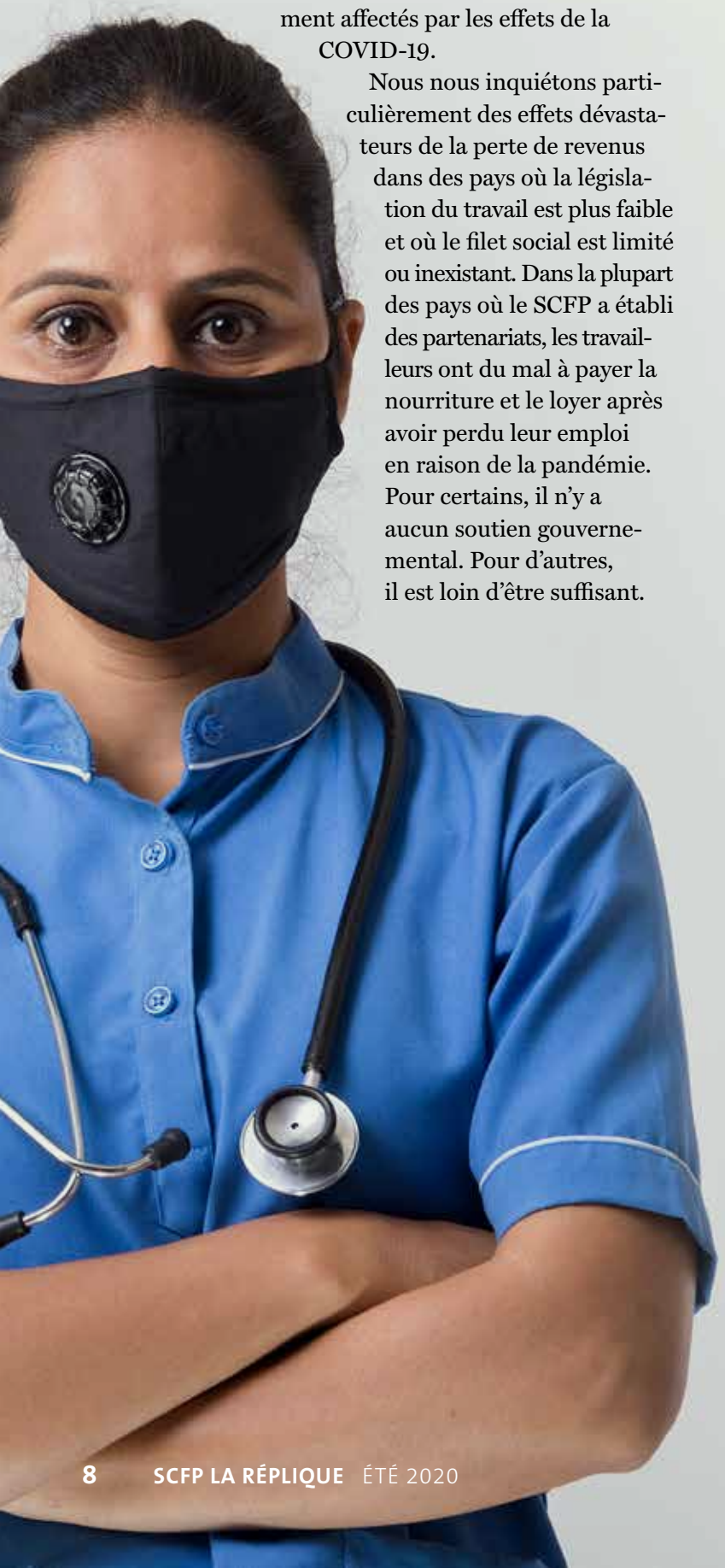
CHARLES FLEURY EN LIGNE twitter.com/CUPENatSec

Justice mondiale

La COVID-19 affecte les travailleurs du monde entier

La pandémie de COVID-19 nous montre l'importance des services publics partout dans le monde, notamment l'accès à des soins de santé publics et à un solide filet de sécurité sociale. La plupart des pays, dont le Canada, ressentent les effets de décennies de politiques qui ont affaibli ou éliminé des services publics, dont l'augmentation des inégalités.

La pandémie met également en évidence l'importance de la solidarité entre les travailleurs et les militants du monde entier. Au fil de cette crise, certains de nos partenaires et le travail qu'ils accomplissent ont été grandement affectés par les effets de la COVID-19.



Nous nous inquiétons particulièrement des effets dévastateurs de la perte de revenus dans des pays où la législation du travail est plus faible et où le filet social est limité ou inexistant. Dans la plupart des pays où le SCFP a établi des partenariats, les travailleurs ont du mal à payer la nourriture et le loyer après avoir perdu leur emploi en raison de la pandémie. Pour certains, il n'y a aucun soutien gouvernemental. Pour d'autres, il est loin d'être suffisant.

PHILIPPINES

Le gouvernement a imposé des mises en quarantaine communautaires, qui ont inclus des mesures de confinement strictes dans certaines régions avec couvre-feu et postes de contrôle militaires. Des arrestations massives pour violation du couvre-feu ont conduit de nombreuses personnes en prison, ce qui contribue au surpeuplement et facilite la contagion. La Confédération pour l'unité, la reconnaissance et l'avancement des fonctionnaires (COURAGE) et l'Alliance des enseignants préoccupés (ACT) se battent pour obtenir de l'équipement de protection approprié. Elles poursuivent leurs efforts pour protéger les droits des travailleurs et organisent des opérations de secours, malgré le harcèlement et les arrestations.

BANGLADESH

La confection de vêtements est l'un des grands secteurs économiques du Bangladesh. En raison de l'annulation des commandes par les entreprises de vêtements, les propriétaires d'usines sont incapables de payer le salaire des travailleurs, même pour les heures déjà travaillées. Cela affecte des millions de travailleurs, très majoritairement des femmes. Dans la plupart des usines encore en activité, les mesures de protection contre le virus sont insuffisantes.

ISRAËL-PALESTINE

De nombreux Palestiniens ont perdu leurs revenus à cause des restrictions de voyage entre la Palestine et Israël qui les ont empêchés d'aller travailler. D'autres ne peuvent pas aller travailler en raison des restrictions de déplacement entre la Palestine et Israël. Le Workers' Advice Centre, un syndicat indépendant, s'emploie à soutenir ces travailleurs et demande une indemnisation appropriée au gouvernement israélien. Le Centre pour la démocratie et les droits des travailleurs, basé en Palestine, fait de la sensibilisation afin de mieux protéger les lieux de travail. Il fournit aussi des conseils juridiques aux travailleurs et aux syndicats, ainsi que de l'aide humanitaire.

COLOMBIE

Les menaces, les attaques et les assassinats contre les défenseurs des droits de la personne et les dirigeants des mouvements sociaux se poursuivent pendant le confinement du pays. Modifier constamment les façons de se déplacer a toujours été une mesure importante pour assurer la sécurité de ces personnes. Or, en ce moment, les groupes armés savent que les militants sont isolés chez eux, ce qui facilite leur harcèlement. Simultanément, les membres de SINTRACUAVALLE, le syndicat représentant les travailleurs du seul fournisseur public d'eau du pays, travaillent sans relâche pour fournir de l'eau pour l'assainissement et le lavage des mains.

HONDURAS

Le Collectif des femmes honduriennes, CODEMUH, s'organise dans le but d'obtenir une indemnisation appropriée pour les travailleuses du vêtement dans les maquilas (les ateliers textiles de misère dans les zones franches). Le collectif s'efforce également de lutter contre les récentes hausses de violence domestique causées par le strict confinement du pays.

NICARAGUA

De nombreux travailleurs des maquilas ont été licenciés sans aucune garantie de retour au travail. La plupart sont des femmes. Le Mouvement des femmes employées et chômeuses Maria-Elena-Cuadra (MEC) fournit des vivres de base à ces personnes. Il effectue des démarches pour leur permettre de recevoir une indemnité de licenciement complète et d'éventuellement retourner au travail.

Alors que certains gouvernements repensent les services publics et y réinvestissent, d'autres ont profité de la crise pour accroître la militarisation et la surveillance, empiéter sur les terres et les droits et affaiblir les mouvements sociaux. Nous sommes à un point critique où les syndicats, les défenseurs des droits de la personne et les mouvements sociaux du monde entier doivent agir de manière solidaire pour exiger que nos gouvernements s'engagent à défendre le bien collectif, l'égalité, la justice, les investissements publics et les services de qualité. C'est sur ces bases que nous pourrons affronter la crise et nous en remettre.

■ **Monique Ménard-Kilrane**

Entrevue avec Angella MacEwen, économiste du SCFP

Il est temps d'améliorer le sort de tous les travailleurs

Dans quelle mesure la pandémie de COVID-19 a-t-elle exposé la fragilité de notre système économique ?

Le sous-financement chronique du système de santé par le gouvernement fédéral a pavé la voie à l'austérité et à la privatisation à travers le pays. Les impacts sont particulièrement criants dans les soins de longue durée. Nos lois du travail, laxistes et mal appliquées, permettent aux employeurs d'exploiter la précarité d'emploi, ce qui entraîne des risques économiques et sanitaires pour les travailleurs. Lorsque la pandémie s'est déclarée, la plupart des travailleurs ne pouvaient pas prendre un congé de maladie sans que cela menace leur poste. D'ailleurs, ils n'ont toujours pas droit aux congés de maladie payés.

Les gouvernements ont annoncé des mesures de soutien du revenu et des congés d'urgence pour aider les travailleurs. Qu'est-ce qui doit changer à long terme pour mieux soutenir les travailleurs ?

La santé et la sécurité des travailleurs doivent passer avant tout. Tous les travailleurs doivent avoir accès à un équipement de protection individuelle adéquat, à des protocoles de sécurité, au droit de refuser un travail dangereux et à des congés de maladie qui ne mettent pas leur emploi en jeu. Toutes ces mesures doivent être permanentes, pas temporaires.

Il faut améliorer le sort de tous les travailleurs. Chaque niveau de gouvernement doit appliquer plus sérieusement les lois du travail et hausser le salaire minimum. En ce moment, la législation rend le travail précaire attrayant pour les employeurs. Si la loi prévoyait que les employés à temps partiel, occasionnels ou travaillant en sous-traitance aient accès au même salaire et aux avantages sociaux au prorata, cela réduirait l'intérêt des employeurs pour le travail précaire et rendrait l'emploi plus stable pour de nombreux travailleurs.

Bon nombre des demandes formulées de longue date par le mouvement ouvrier en vue d'améliorer l'assurance-emploi aideraient également à combler les lacunes de notre système de soutien du revenu, par exemple en réduisant les critères d'admissibilité et en augmentant les taux de prestations.

Les travailleurs qui prennent soin des autres sont maintenant plus appréciés, car la population constate à quel point leur travail est essentiel. Comment tirer avantage de cette nouvelle reconnaissance populaire ?

Je pense que la pandémie a vraiment révélé à de nombreuses personnes à quel point les travailleurs qui prennent soin des autres, et j'inclue les travailleurs du secteur de l'éducation, ne sont pas assez reconnus et trop souvent sous-payés.

La pandémie a également fait ressortir les lacunes des services qui ont été privatisés en tout ou en partie. Les profits des entreprises sont réalisés sur le dos des travailleurs sous-rémunérés et des usagers mal servis. Les lacunes dans le secteur des soins de longue durée, pour les travailleurs comme les résidents, sont devenues particulièrement concrètes. Personne ne devrait réaliser des profits avec des soins essentiels.

Les travailleurs qui prennent soin des autres sont en majorité des femmes, dont beaucoup sont racisées. Ce secteur compte aussi de plus en plus sur des travailleurs migrants. On les a qualifiés de héros pour leur importance pendant la pandémie. Si on veut vraiment leur rendre hommage, qu'on leur accorde un salaire juste et de meilleures conditions de travail.

Quel rôle le secteur public doit-il jouer pour construire un avenir plus juste et plus durable ?

Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer pour fournir des services publics essentiels et reconstruire les infrastructures publiques. Les gouvernements auront tendance à prendre les mêmes mesures de relance que par le passé, c'est-à-dire celles qui se concentrent sur des projets d'infrastructures physiques qui peuvent être lancés rapidement. Mais cette récession n'est pas comme les autres. Notre réponse doit faire passer les plus vulnérables en premier et reconnaître les impacts sexospécifiques et racisés de la crise.

Le taux des obligations du Canada de 30 ans n'est que de deux pour cent, ce qui rend l'investissement fédéral dans les infrastructures publiques plus abordable que jamais. L'investissement public devrait tenir compte des autres crises actuelles : les changements climatiques et l'accroissement des inégalités. L'investissement public dans les soins, l'énergie propre, la rénovation écoénergétique, les transports en commun et les infrastructures de modes de transport actif, sera essentiel à une reprise écologique et équitable.

■ **Pierre Ducasse**